



Maurice Kamto, arrivé deuxième à l'élection présidentielle d'octobre et qui continue à revendiquer la victoire dans les urnes, a été arrêté, lundi 28 janvier, ainsi que certains de ses alliés tels que Albert Dzungang et Christian Penda Ekoka, ils auraient été par la suite conduits à la direction de la police judiciaire à Douala

Des manifestations avaient eu lieu la veille samedi à Douala, la capitale économique, où trois personnes au moins ont été blessés par balles, parmi lesquelles l'avocate de renommée du parti, Me Michèle Ndoki, et Célestin Djamen, un autre cadre du parti

Ces événements ont créé un tollé général au sein de l'opinion, le parlementaire SDF, l'honorable, Jean Michel Nintcheu, a condamné avec « fermeté la barbarie inacceptable »,

« Tirer à bout portant sur des manifestants à mains nues qui ne demandent qu'à exercer leurs droits de s'exprimer et de manifester relève d'une sauvagerie inouïe intolérable en République », écrit le député

Jean Michel poursuit et estime que à « force d'interdire systématiquement les manifestations pacifiques de l'opposition, M. Biya rend inévitable la révolution violente dans notre pays ».

« Prompt rétablissement aux combattants Célestin Djamen et Me Ndoki pour leur abnégation au

combat. Leur sang versé pour la noble cause constitue un formidable levain pour le combat pour un Cameroun plus libre et plus démocratique. La résistance doit continuer jusqu'à ce que tombent les vestiges de la dictature de M. Biya »conclut-il